

France : épice de la crise de la « malbouffe »

La France est la plus grande puissance agricole de l'Union européenne. Sa gastronomie a été promue au Patrimoine immatériel de l'Unesco. Et c'est pourtant à l'articulation entre deux de ses firmes agro-alimentaires (Comigel et Spanghero) qu'a éclaté le plus récent scandale de la « malbouffe » mondialisée : des lasagnes contenant de la viande de cheval venue de Roumanie, passée par les écritures de courtiers hollandais et chypriotes, pour finir en Grande Bretagne dans les surgelés d'une firme suédoise.

Les Français abasourdis ont découvert à cette occasion le terme officiel de « minerais » pour désigner cette matière organique d'origine animale transitant comme du pétrole selon un double circuit financier et matériel, où toutes les fraudes sont possibles. Le scandale est d'autant plus grand que Spanghero est issu d'une coopérative agricole basée dans l'un des paradis de la « bonne bouffe », le Béarn et le Pays Basque. Coopérative devenue une multinationale.

Certes, il n'y a rien de malsain à manger du cheval, mais ce scandale rejoint la longue série des failles qui depuis la crise de la vache folle en passant par le scandale des concombres émaille l'histoire alimentaire récente de l'Union européenne. Mais derrière ces scandales, c'est un long processus de dégradation de la nourriture française, par la dynamique d'un système libéral et productiviste aujourd'hui en crise. Et la France est très représentative de la dimension alimentaire de cette crise, qui prend la forme, dans les pays du sud, d'une crise de la faim, et en Europe d'une crise sanitaire de la « malbouffe ». Comment en est-on arrivé là ?

L'industrialisation agro-alimentaire.

C'est au sortir de la Seconde guerre mondiale que la France se reconstruisit en important les recettes de l'agriculture américaine : mécanisation, spécialisation inter-régionale entre terres de culture des « plantes à sucre » (céréales et betteraves) et terres d'élevage. La vieille unité de polyculture-élevage (où les animaux d'une ferme restituait à la terre les engrais azotés dont a besoin l'agriculture) était rompue. Même la culture de « plantes à protéines » était bridée par l'accord de Blair House entre l'Union européenne et les États-Unis : l'Europe était condamnée à importer ses protéagineuses (soja) qui, mélangées au maïs, constituerait la base de la nourriture de bestiaux de plus en plus condamnés au statut de « minerais ».¹

Résultat : les terres de culture, aux rendements apparents de plus en plus fantastiques, absorbent des quantités faramineuses d'eau, d'énergie et d'engrais chimiques, les régions d'élevage polluent tout l'environnement d'une marée de déjections azotées inutilisables, le tout nappé dans une vapeur de pesticides cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. Les taux de cancers paysans égalisent ceux de régions industrielles comme la Rhur, la prévalence de la maladie de Parkinson est doublée chez les paysans manipulant des pesticides². Mais cette pollution généralisée touche aujourd'hui tous les consommateurs, malgré les mises en garde des « lanceurs d'alerte »³, qui se heurtent à la dénégation farouche des représentants de la « profession agricole ».

¹ <http://gandais.net/spip.php?article45>

² http://www.upmc.fr/fr/recherche/pole_4/pesticides_un_facteur_de_risque_de_maladie_de_parkinson.html

³ http://www.artac.info/fr/appel-de-paris/texte-en-six-langues/english_000082.html#contenu_000349

C'est que l'industrialisation de l'agriculture, comme toutes les étapes antérieures de l'histoire rurale de la France, a été gérée par « La Profession », au poids considérable depuis des siècles dans la politique française. Les jeunes agriculteurs modernistes et productivistes des années 1950 ont cogéré avec l'État cette mutation, au détriment de la masse des paysans et au prix d'un violent exode rural. Leur outil était souvent la coopération agricole, et les puissantes coopératives ont eu tôt fait d'écraser la contestation de leurs propres membres, notamment chez les petits éleveurs.

Avec le tournant « néo-libéral » des années 80, ces coopératives se sont muées en firmes agro-alimentaires « normales », c'est à dire carnassières. Parallèlement, la distribution alimentaire s'est concentrée, à partir d'une masse de petits et moyens commerçants qui résistent de plus en plus difficilement, dans quelques chaînes mondialisées de super et hyper-marchés, en position dominante pour fixer les prix et donc imposer aux derniers récalcitrants l'industrialisation à outrance.

Ce bloc monopoliste agro-alimentaire a profondément marqué la diplomatie française à l'égard de l'Union européenne, prête à tout sacrifier à une Politique Agricole Commune assurant de fortes subventions, non aux travailleurs paysans, mais aux volumes produits. Cette politique assura certes l'indépendance alimentaire de l'Europe et la baisse du coût des aliments, mais au prix d'une forte dépendance en énergie et en protéagineuses importées. Au prix, aussi, de la « malbouffe » et de ses coûts cachés sur la santé publique. Au prix finalement d'une surproduction, d'abord contenue par des subventions à l'exportation aussi ruineuses pour les finances européennes que pour les agricultures du Tiers Monde, jusqu'à ce que, dans les années 90, le montant global des subventions soit gelé au niveau de chaque hectare de la terre européenne.

Tel est le modèle ahurissant qui ouvre, dès 2006, la crise mondiale du libéral-productivisme.

L'alimentation dans la crise

Très schématiquement, la crise mondiale ouverte par les émeutes de la faim de 2006-2007 et l'effondrement financier de 2008 est la superposition d'une crise économique « keynésienne », semblable à la crise des années 1930 (les pauvres sont trop pauvres pour acheter ce qu'on leur fait produire, les riches trop riches pour savoir où placer leur argent) et d'une double crise écologique : la crise énergie-climat, et la crise alimentation-santé⁴. Ces trois crises interagissent puissamment. La hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation frappe particulièrement le pouvoir d'achat en logements et bien industriels des salariés pauvres (crise des *subprimes*). L'industrialisation de l'agriculture mondiale contribue pour 50% à la production de l'effet de serre anthropique (défrichage, production d'engrais artificiels, dégagement de méthane par les produits agricoles gaspillés et par le bétail, produits alimentaires transportés sur des milliers de kilomètres, congelés et décongelés, transformation des produits frais en « plats cuisinés », surgelés, emballés...)⁵ Et le réchauffement climatique, avec ses sécheresses, tempêtes et inondations, scande dorénavant les pics des cours mondiaux des produits agricoles.

La France est un bon exemple de la dimension alimentaire de la crise du libéral-productivisme, même si elle n'en est pas la principale victime.

⁴ <http://lipietz.net/?article2712>

⁵ <http://www.grain.org/article/entries/4357-food-and-climate-change-the-forgotten-link>

D'abord, comme dans le monde entier, l'urbanisation y dévore les bonnes terres agricoles : l'équivalent d'un département français est bétonné tous les 7 ans (tous les dix ans dans les années 80). Puis cette surface qui rétrécit est menacée par les accidents climatiques extrêmes qui se précipitent (canicule de 2003, tempêtes « millénaires » fauchant la forêt française...) Enfin la terre agricole utile est écartelée entre 4 usages nécessaires : c'est le conflit « FFFF », *Food-Feed-Fuel-Forest*. La nourriture pour les humains (*Food*) dispute la place à la nourriture pour le bétail (*Feed*), et il faut 10 fois plus d'espace pour produire une protéine animale qu'une protéine végétale. *Fuel* représente les agro-carburants, réaction productiviste à la crise énergie-climat : en France le blé, le maïs, le colza sont de plus en plus détournés vers la production de carburants pour voitures. L'usage du sol le plus menacé est évidemment « *Forest* » qui symbolise la protection de la biodiversité (elles ne comprennent pas toutes les forêts, et comprennent aussi les zones humides.) De fait la France ne parvient pas à faire respecter le programme européen *Natura 2000*.

Enfin, le gaspillage des denrées alimentaires y atteint comme dans le monde entier les 40%. Mais si, au Sud, il s'agit surtout de pertes au niveau du stockage et du transport, en France les aliments sont principalement jetés au stade de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution (pour conserver des apparences optimales tout en simplifiant la gestion des stocks) et au niveau des consommateurs (par excès d'achats en super marché, mauvaise conception des menus dans la restauration collective, perte de « l'art d'accommoder les restes », etc).

Bien sûr, la France est une telle puissance agricole exportatrice que la baisse tendancielle de sa capacité productive alimentaire par habitant n'y provoque pas de famine ! Simplement, comme aux États-Unis, les plus pauvres constatent que leurs revenus ne leur permettent plus d'acheter une nourriture saine. *Famine au Sud, malbouffe au nord* : le résumé de Marc Dufumier⁶ s'applique particulièrement à la France. Et naturellement, la crise économique elle-même et les politiques d'austérité dictées par la ligne Sarkozy-Merkel aggravent la crise alimentaire-sanitaire.

Fin 2011, selon un sondage CSA, les trois quarts de la population française ont le sentiment que leur pouvoir d'achat a diminué durant les derniers mois. En conséquence, ils envisagent de modifier leurs habitudes de consommation, et 33% pensent diminuer leurs dépenses alimentaires, majoritairement en se tournant vers les produits discount, ceux qui attirent les regards de leurs enfants : « minerais » divers transformés, emballés de couleurs vives, chargés de sels, de sucres, de graisses pour accentuer la dépendance au goût... D'où l'accélération de l'obésité dans toutes les catégories sociales, et son cortège de diabète, de maladie cardiovasculaires, de cancers. Sans compter les effets reprotoxiques, neurotoxiques et cancérigènes des résidus de pesticides introduits à toutes les étapes de la chaîne alimentaire.

En réalité, l'épidémie d'obésité (signe de malnutrition) se répand dès avant la crise, elle est l'expression générale et de l'industrialisation de l'alimentation, et de la force de persuasion (publicités télévisées aux heures de grande écoute) des firmes alimentaires et de la grande distribution. La propagande gouvernementale en faveur des fruits et des légumes ne la font reculer que dans le décile des revenus supérieurs. On peut se demander s'il s'agit, pour les 90 % de « victimes consentantes de la malbouffe », d'une nécessité économique (la bonne nourriture coûte désormais trop chère) ou d'un fait culturel (les couches sociales moins

⁶ http://www.nil-editions.fr/site/famine_au_sud_malbouffe_au_nord_&100&9782841115235.html

éduquées ne perçoivent plus l'importance vitale de l'alimentation pour conserver la santé). Les deux, probablement.

Dès avant l'ouverture de la crise, la sociologue Christine César montrait que, si l'on pouvait se nourrir en France de façon parfaitement équilibrée pour 3,50 euros par jour, les bénéficiaires des revenus minimaux ne pouvaient y consacrer que 2,60 euros et, de façon rationnelle, s'en tenaient au plus urgent : les glucides (pain, pâtes) et les graisses qui leur apportent l'énergie, mais pas de quoi construire leurs corps⁷. Une étude sur le lien entre obésité et choix du supermarché (des plus « classes moyennes » aux plus « discount ») montre une forte corrélation « bas prix / obésité »... sauf pour les femmes de niveau universitaires, qui peuvent fréquenter les supermarchés discount en se nourrissant pourtant avec discernement.⁸

Les inégalités sociales de santé d'origine alimentaire ne sont donc pas purement économiques. Certes, à « menu » égal, la nourriture bio coûte plus cher. Mais il suffit de diminuer les excès de viande (en morceaux ou en mince) pour composer des menus sains voire bio à budget constant. La crise alimentaire n'est pas un pur sous-produit de la pauvreté, elle est le produit d'un système productif alimentaire mortifère, manipulant les habitudes des consommateurs au détriment de leur santé.

La crise sanitaire

S'il est facile de mesurer la dérive du surpoids par région ou par classe sociale, ainsi que la montée des maladies chroniques (c'est à dire non provoquée par des microbes : cancer, diabète, maladie cardio-vasculaire, maladie neuro-dégénératives comme Alzheimer et Parkinson), il est plus difficile de les rattacher clairement à la malnutrition ou à la contamination par les polluants du système agro-alimentaire. Ne serait-ce que parce que cette contamination transite aussi par le nez, le toucher, parce que de multiples polluants chimiques envahissent notre environnement, parce que les moins bien nourris sont aussi les plus stressés ; et parce que de puissants lobbies contestent toute étude épidémiologique.

Cependant certaines études évaluent à 30% les cancers qui pourraient être évités par une meilleure alimentation, 25 % pour les maladies cardio-vasculaires et jusqu'à deux tiers des diabètes.⁹

Le diabète est d'ailleurs un bon marqueur du « coût externe » de la malbouffe, qui pèse sur la budget de la sécurité sociale. En 2007, on comptait 2,5 millions de patients diabétiques alors qu'ils étaient 1,8 million en 2001, soit une augmentation de près de 40%. Les remboursements de soins aux patients diabétiques se sont élevés à 12,5 milliards d'euros, soit une hausse de 5,4 milliards par rapport à 2001. Ils représentent à eux seuls 9% des dépenses globales de l'Assurance Maladie. Chaque année, les dépenses de l'Assurance Maladie pour les soins de ces malades augmentent d'un milliard d'euros environ. Or on dispose par ailleurs d'un indicateur du rôle de l'industrie agro-alimentaire dans cette progression du diabète : la comparaison avec les départements français d'outre-mer. A la Réunion comme aux Antilles, la prévalence du diabète est le double du taux métropolitain (4,4%). Or on a constaté que les firmes alimentaires y introduisaient 45% de sucre en plus dans les sodas, 40% de sucre en

⁷ <http://www.inpes.sante.fr/slh/articles/396/05.htm>

⁸ <http://www.plosone.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0032908>

⁹ <http://www.worldwatch.org/system/files/EWP150.pdf>

plus dans les yaourts !

Cette crise alimentation-santé est d'abord, évidemment, une immense tragédie humaine. Selon la *Global Burden of Diseases, Injuries, and Risk Factors Study 2010*, les morts de la « malbouffe » surpassent dorénavant dans le monde les morts de la faim¹⁰. Mais les chiffres que nous venons de citer montre que le coût externe de la malbouffe (sur les dépenses de la sécurité sociale) pèse d'un poids non négligeable dans la crise de la dette souveraine. Le coût en soins du diabète, c'est 0,8% du PIB français. Pour l'ensemble des soins liés à l'obésité : 2% du PIB. Et pour le beaucoup plus classique coût sanitaire de l'alcool : 2,4% du PIB. Alors que les plans d'austérités successifs peinent à faire passer le déficit des administrations publiques (sécurité sociale comprise) sous la barre maastrichtienne des 3% !

Les résistances

L'expression « malbouffe » est née d'une convergence de révoltes des consommateurs, des paysans « résistants au modèle » (dans les syndicats paysans minoritaires : Confédération paysanne, Coordination rurale) et des écologistes. L'expression la plus emblématique en fut José Bové, dorénavant eurodéputé d'Europe-Écologie ! Mais aujourd'hui la question de la mal-bouffe a envahi tous les médias. Il ne se passe de semaine sans que ne sorte un documentaire sur les écrans de cinéma ou de télévision, consacré à la dénonciation des gaspillages ou des aberrations du système agro-alimentaire français, européen et mondial, et cela indépendamment des scandales éclatant régulièrement.

Fait nouveau : les « lanceurs d'alertes », journalistes, médecins, agronomes, après avoir publiés plusieurs livres ou documentaires alarmistes, publient dorénavant des plaidoyers pour « en sortir »¹¹. La recette est toujours la même : le retour à une agriculture « bio », ce qui suppose, à budget constant, de manger moins de viande (en particulier sous forme « minerais » : les lasagnes végétariennes sont meilleures et tout aussi nourrissantes !) En somme, revenir au repas classique français cher à l'Unesco, quitte à le faire évoluer vers un menu « crétois » (qui comprend, rassurez-vous, deux verres de vin...), voir indien : la viande réduite au rôle de condiment autour de plats principalement céréales/légumineuses.

Du côté des consommateurs, la lutte prend trois directions.

- Des initiatives directes, les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Il s'agit de s'associer avec un ou des paysans proches, pour se faire livrer des « paniers » par abonnement, paniers évidemment bio, divers, mais « de saison » autant que de proximité.
- Un appel aux collectivités locales pour servir aux enfants du « bio » dans les écoles. Ce qui est déjà réalisé à 100% dans une petite ville comme Mouhans-Sartoux (dont le maire est vert), à 40% dans une ville moyenne comme Auxerre, mais qui s'avère beaucoup plus difficile dans la tentaculaire mégapole parisienne (2^e arrondissement de Paris, agglomération de Plaine Centrale), où chaque terre agricole doit être défendue bec et ongles contre les promoteurs immobiliers. Là, il faut relativiser l'exigence d'une « agriculture de proximité », et les volumes sont tels que c'est à la structure même de la production agricole qu'il faut s'attaquer.

¹⁰ <http://www.healthmetricsandevaluation.org/gbd/research/project/global-burden-diseases-injuries-and-risk-factors-study-2010>

¹¹ http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Les_moissons_du_futur-9782707171542.html

- En cohérence avec l'introduction des produits bios, la demande d'alternatives végétariennes dans la restauration collective, pour des raisons éthiques, écologiques, philosophiques et même religieuses.

Et à ce moment, la question de la possibilité même de résoudre le conflit FFFF se pose : nourrir les humains, en nourrissant moins de bétail, en conservant les réserves de biodiversité ... et en faisant contribuer la terre à la captation de l'énergie solaire, sous la forme d'agrocarburants de nouvelles générations.

La réponse des spécialistes, ceux de l'association Négawatt qui cherchent à résoudre la crise énergie-climat en sortant à la fois du nucléaire et du pétrole, ceux du projet Afterres¹², qui cherchent à évaluer la possibilité pour la terre française de fournir à la fois la nourriture et l'énergie, et même la réponse de l'Académie des sciences de septembre 2011 *Démographie, climat et alimentation mondiale*¹³, qui pose le même problème à l'échelle mondiale, est unanime. Oui, la Terre peut nourrir l'Humanité, à l'échelle française, euro-méditerranéenne ou mondiale, tout en captant l'énergie qui lui est nécessaire. Mais cela nécessite une chasse au gaspillage, un changement de régime alimentaire, et une forme sophistiquée de polyculture élevage, l'agriculture intensivement écologique, avec jusqu'à six récoltes sur le même sol, une association arbre/culture/élevage, etc.

Ici nous entrons dans la science-fiction. Une fiction qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps pour transformer en réalité.

Natalie Gandais

Écologue, animatrice du Groupe de travail Alimentation de EELV

Alain Lipietz

Économiste, ancien député européen vert, membre du conseil de surveillance de la Fondation de l'écologie politique.

¹² <http://www.solagro.org/site/393.html>

¹³ <http://www.academie-sciences.fr/activite/rapport/rst32.htm>